

Georg Lukács
(Budapest)

*Réaction mondiale et
Révolution mondiale.*

1920

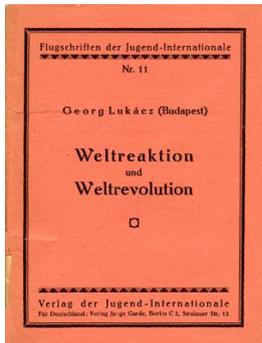
Traduction de Jean-Pierre Morbois

Mis en ligne le 14 mai 2021

Ce texte est la traduction de l'essai de Georg Lukács :

Weltreaktion und Weltrevolution (1920).

Cette analyse détaillée de la situation mondiale de l'époque est l'occasion de se remémorer la crise profonde, riche en événements historiques multiples, qui régnait alors à l'issue de la première guerre mondiale, les conflits et bouillonnements révolutionnaires qu'elle engendrait en Europe.



Ce texte a été publié à l'origine dans : *Flugschriften der Jugend-Internationale* n°11, [Brochures de l'Internationale de la Jeunesse], Verlag der Jugend-Internationale; Berlin, 1921.

Il était jusqu'à présent inédit en français.

Toutes les notes de bas de page sont du traducteur.



Georg Lukács



À chaque conférence, à chaque convention de représentants des organisations communistes de la jeunesse, la question de la situation politique et des conclusions à en tirer pour la tactique de la lutte de classe prolétarienne révolutionnaire constitue l'objet le plus important des délibérations. Les organisations communistes de la jeunesse sont en effet, au contraire des associations de formation de la jeunesse indépendantes ou socialdémocrates, en premier lieu des unions politiques, des organisations révolutionnaires de lutte de classe.

À la deuxième conférence du sud-est de l'Internationale communiste de la Jeunesse, tenue à Vienne à la mi-décembre 1920, le camarade hongrois Lukács a présenté un rapport sur la situation politique, et a résumé les idées d'actualité de son rapport dans les thèses publiées ici.

Malgré leur brièveté concise, les thèses nous paraissent une description d'ensemble si claire de la situation politique mondiale actuelle que nous avons décidé de la faire connaître, sous forme de brochure internationale, aux cercles les plus vastes du parti et mouvement de jeunesse.

Thèses sur la situation politique mondiale.

I.

1. « Le terrain *contre-révolutionnaire* lui aussi est révolutionnaire », ¹ dit Marx. Le développement de la révolution mondiale montre que cette thèse est juste dans un sens peut-être encore plus global que ne le pensait Marx à l'origine. La troisième phase de la Révolution mondiale a été caractérisée (dans les pays vaincus) par le fait que, à la bourgeoisie totalement désorganisée et incapable de conserver le pouvoir, faisait face une petite couche prolétarienne révolutionnaire consciente qui, certes par suite de la faiblesse de l'adversaire, a arraché le pouvoir, mais en raison de son isolement idéologique des masses laborieuses, n'a pas été en mesure, de le conserver, de le défendre, de le structurer. (Ligue spartakiste, Finlande, Hongrie, Bavière). ² Dans la phase actuelle en revanche, la bourgeoisie des pays vaincus – en dépit de la crise économique croissante – s'est idéologiquement relevée du choc de la défaite dans la guerre mondiale. Elle s'organise consciemment et rationnellement pour reconquérir toutes les positions perdues et rétablir l'état « normal » de la société. L'organisation du prolétariat pour le véritable combat décisif s'accomplit donc sous la pression croissante de la contre-révolution en plein essor. Même dans les pays comme l'Italie où il existe un parti de masse bien

¹ *La bourgeoisie et la contre-révolution*, in *La Nouvelle Gazette Rhénane*, n° 165, 10 décembre 1848, trad. Lucienne Netter, Paris, Éditions Sociales, t. II, 1970, p. 222.

² Insurrection Spartakiste à Berlin : 5-12 janvier 1919.
République socialiste des travailleurs finlandais : 29 janvier-15 mai 1918
République des conseils de Hongrie : 21 mars-6 août 1919.
République des conseils de Bavière : 7 avril-3 mai 1919.

organisé, campé sur les positions de la III^{ème} Internationale, on voit que l'organisation véritablement révolutionnaire des masses prolétariennes ne peut se construire que sous la pression d'un enseignement idéologique contre-révolutionnaire.

2. Cela signifie indubitablement un grand danger pour la Révolution prolétarienne. Non seulement les moyens de la puissance de la bourgeoisie surpassent de loin les forces du prolétariat, mais sa possibilité de s'organiser sans entraves et de façon systématique est, de manière décisive, plus grande. Le fait que des postes gouvernementaux soient occupés par des représentants de la II^{ème} internationale ou du centre ne fait qu'augmenter le danger pour le prolétariat. Car d'un côté, ils n'ont ni la volonté ni la capacité de faire quelque chose pour l'armement du prolétariat, et d'un autre côté, leur rôle au gouvernement berce de larges masses, mais de travailleurs n'ayant pas encore de conscience de classe, de l'illusion totalement infondée d'une sécurité, d'une mainmise légale sur le pouvoir. La bourgeoisie peut de cette manière parfaire sans encombre aucune ses préparatifs au combat décisif ; elle n'y est perturbée que par des éléments de son propre camp, irréflechis et aveuglement téméraires. (Putsch de Kapp.)³ À l'équipement militaire croissant de la bourgeoisie (Orgesch, Guardia regia, Heimwehren)⁴ est opposé un prolétariat désarmé, divisé et de ce fait éclaté entre différents partis qui se combattent entre eux.

³ Le putsch de **Kapp** est une tentative de coup d'État dirigée contre la République de Weimar par des courants conservateurs, menée entre le 13 mars et le 17 mars 1920. Il fut mis en échec par une grève générale déclenchée par les syndicats et les partis de gauche et d'extrême gauche.

⁴ **Orgesch** : Abréviation de « Organisation Escherich », groupe paramilitaire allemand d'extrême droite (9 mai 1920-5 mai 1921). **Guardia regia** : Corps de police italien (1919-1922). **Heimwehr** : groupe paramilitaire nationaliste en Autriche dans les années 1920-1930

II.

1. La bonne organisation militaire technique de la contre-révolution ne représenterait pas seulement un grand danger pour la révolution prolétarienne, mais deviendrait carrément fatale, si elle n'était pas contrée et gênée par l'inorganisation politique et économique de la bourgeoisie

2. Économiquement, cette inorganisation se voit dans les conflits d'intérêt des différentes couches de possédants (capital industriel et financier en Angleterre, capitalistes et paysans dans les pays d'Europe Centrale etc.) qui ne peuvent trouver d'accommodement que dans les instants de menace maximale pour l'exploitation en général, et même dans ce cas pour ce seul laps de temps. La trêve entre classes exploiteuses se fissure au moment même où cesse le danger immédiat, et une lutte de classe acharnée s'installe à sa place. Même dans des cas où il lui serait possible par sa puissance politique de restaurer l'ancien « ordre légal », la bourgeoisie est en conséquence incapable de retrouver le chemin vers les situations ardemment désirées où règne l'« ordre ». Une cause décisive en est que l'aggravation continue de la crise économique, la lutte de la révolution et de la contre-révolution, ont éveillé la conscience de classe autonome de ces couches sociales qui, avant-guerre, se laissaient guider sans réfléchir par la bourgeoisie (paysans, petite-bourgeoisie urbaine, « intellectuels », dont l'importance dans le combat décisif repose sur le fait que la puissance armée de la contre-révolution – étudiants, officiers d'active – se recrute en grande partie dans leurs rangs). Ces couches sociales qui sont totalement incapables d'une quelconque organisation de la société dans son ensemble se refusent cependant de plus en plus à combattre à la remorque

idéologique de la bourgeoisie, en exécutants sans initiative. Il deviennent autonomes et désorganisent ainsi le front de lutte unitaire de la contre-révolution (Ligues d'officiers en Hongrie, D'Annunzio, Troupes de la Baltique).⁵ Le type et le degré d'autonomie de ces remorques singulières du capitalisme dépend de l'état de décomposition du capitalisme, du degré de dépendance de la classe de capitalistes à l'égard de ces couches sociales, et du degré de conscience qu'elle a de sa propre indispensabilité.

3. L'organisation unitaire de la contre-révolution est – en particulier en Europe Centrale et Orientale – complexifiée aussi par la question toujours plus aiguë des nationalités. La guerre en Europe Centrale et Orientale a donné une structure étatique indépendante à toute une série de nations « historiques ». Mais comme les frontières des pays ne peuvent pas coïncider avec les frontières linguistiques, même si la viabilité économique problématique des nouveaux états doit être préservée, la question des nationalités relève la tête dans toutes les nouvelles formations étatiques encore plus énergiquement qu'autrefois dans la Russie tsariste ou dans la monarchie des Habsbourg. Premièrement les nationalistes autrefois opprimés prennent le pouvoir dans l'État, les régnants d'autrefois deviennent les opprimés, et finalement, il a fallu une situation de lente fermentation révolutionnaire, le caractère initialement fluctuant et douteux des nouvelles frontières d'État (par exemple des zones soumises à référendum) pour que se renforce partout la conscience

⁵ En Hongrie, la chute de la République des Conseils ouvre une période de terreur blanche dirigée contre les communistes, sociaux-démocrates, juifs et francs-maçons, menée par des unités paramilitaires.

Gabriele D'Annunzio (1863-1938), poète italien, nationaliste, il mène en septembre 1919 l'expédition de Fiume visant à rattacher la ville à l'Italie.

Corps francs de la Baltique : groupes paramilitaires allemands actifs dans les pays baltes de 1918 à 1920.

nationale. Dans cette situation, d'un côté les mesures d'oppression sont obligatoirement appliquées avec moins de précautions qu'auparavant, dans des états « d'ordre » stabilisés depuis des siècles, et d'un autre côté, même l'oppression nationale identique est – idéologiquement – beaucoup plus douloureusement éprouvée aujourd'hui et beaucoup plus difficilement supportée que dans la période d'avant-guerre. Cet état d'équilibre interne instable est une des raisons de la politique d'expansion impérialiste des États succédants. D'un côté, ils croient par la politique d'expansion pouvoir se sauver de leurs difficultés internes, et de l'autre, tous ces États se trouvent dans une situation interne d'incohérence telle qu'aucune résistance organique ne semble s'opposer à l'expansion.

4. La situation problématique de ces États, la difficulté presque insurmontable de leur consolidation repose, à côté de la question nationale insoluble sur le terrain de la démocratie, sur des causes économiques. L'Europe Centrale et Orientale s'est structurée avant la guerre en de grandes zones économiques unitaires dont les dimensions spatiales étaient adaptées aux zones politiques nationales. La division de l'Autriche-Hongrie, l'apparition d'États limitrophes, le rétrécissement de l'Allemagne, ont bouleversé les conditions de toute cette zone. Pour une part des formations étatiques sans aucune viabilité économique sont apparues (L'Autriche-allemande, et partiellement la Hongrie), pour une part on a réuni entre eux des territoires dont la liaison économique organique ne serait possible qu'après une réorganisation fondamentale de longue durée de tout le système d'échanges, mais où peut-être une consolidation pourrait se produire en dépit de ces difficultés (Pologne, Tchécoslovaquie). Mais d'une réorganisation, en ce temps de crise, le capitalisme, faible en soi, en est incapable. Tout particulièrement parce

que d'un côté, il veut exploiter sans vergogne les territoires incorporés (Slovaquie, Galicie, Transylvanie) à une échelle carrément coloniale, et que d'un autre côté il est lui-même traité comme une colonie par le capitalisme de l'Entente. La politique économique de ces États perd ainsi de plus en plus toute rationalité – même capitaliste – et l'approche de l'effondrement économique va être accélérée par la construction et le maintien en l'état d'un appareil militaire onéreux, seul moyen d'empêcher l'effondrement politique.

5. Pour les puissances occidentales victorieuses, ces contradictions n'existent pas. Cependant, l'opposition aux pays vaincus place leur politique intérieure comme extérieure devant des problèmes difficiles à résoudre. Économiquement subsiste le dilemme de la forme de liquidation de la guerre : d'un côté, les États vaincus doivent remplir leurs obligations déterminées par le traité de paix, car sinon, les États vainqueurs doivent liquider par leurs propres moyens, c'est-à-dire alourdir les charges sur le prolétariat de leur propre pays, ce qui devrait occasionner les plus grandes difficultés internes, économiques comme politiques. D'un autre côté, ruiner complètement les vaincus par une application « consciencieuse » des conditions de paix est dangereux, car la reconstruction du marché mondial (la seule possibilité légale de guérison du capitalisme) en serait très sérieusement fragilisée. Cette contradiction est encore aiguë par la contradiction des différences de change (où les neutres se placent naturellement du côté des vainqueurs) : par l'aggravation de l'export, à cause du manque de marchés capables d'absorber, par les offres à prix réduit de l'industrie des pays « forts » par rapport aux pays « faibles » (crise des transports, destruction de matières premières, coton, maïs, harengs etc.) pour éviter un effondrement des cours.

6. Le comportement des États vainqueurs sur ces problèmes ne peut absolument pas être unitaire. Non seulement entre les différents États vainqueurs existent et s'accroissent les conflits les plus sévères concernant le partage du butin et la manière de tirer parti de la victoire, mais au sein même de ces mêmes États, les intérêts opposés des différentes classes dirigeantes se heurtent rudement entre eux. Car tandis que, par exemple, le capital financier et la petite bourgeoisie nationaliste qui constitue ses partisans sont intéressés à tirer impitoyablement parti de la victoire, il est de l'intérêt de l'industrie de garder intacts les sources de matières premières et les marchés de débouchés. Mais ce même intérêt oppose sévèrement entre eux les différents groupes capitalistes nationaux. Le combat qui pour le moment est mené en Europe centrale et au Proche-Orient est un combat pour le charbon (Bassin de la Ruhr, Haute-Silésie, Tchéquie, bassin du Donets) et pour le pétrole et le naphte (Galicie orientale, Batoum, Bakou, Mésopotamie) etc.

7. La contre-révolution de l'impérialisme mondial victorieux est ainsi là, fracturée en elle-même, bien que l'ennemi mortel dont l'approche devrait entraîner l'union de toutes les forces contre-révolutionnaires est là, nettement reconnaissable : c'est l'Union Soviétique et la Révolution prolétarienne qui menace en Europe. En théorie et en principe, l'unité existe, et dans les moments du danger le plus menaçant et le plus immédiat, elle devient même réalité (Varsovie).⁶ Cependant, dès que la menace est dissipée, le combat se rallume de plus belle. On peut même dire que l'existence de la Russie est davantage appelée à aiguïser les conflits d'intérêts qu'à les apaiser.

⁶ Lors de la guerre entre la Pologne et la Russie Soviétique de 1920, l'offensive du général Mikhaïl Toukhatchevski échoue devant Varsovie, repoussée le 15 août par le maréchal Józef Piłsudski.

8. Les politiques de l'Angleterre et de la France constituent de ce point de vue les pôles les plus diamétralement opposés. Les visées de l'Angleterre – tout au moins dans le cercle de son capitalisme industriel, représenté par Lloyd George, au contraire de Churchill⁷ et de sa coterie du capitalisme financier – ont pour but, par une « pénétration économique pacifique » de la Russie, par le contrôle des matières premières russes et du marché russe de débouchés, de rétablir autant que possible l'ancienne prédominance de l'Angleterre. À cela, le contraire le plus radical est constitué par la politique militariste catastrophique de la France, à laquelle l'Angleterre doit pourtant, même si c'est à son corps défendant, souvent se rallier, sous la pression du danger bolchévique et de son propre militarisme. La cohérence la plus grande, même si elle est catastrophique, de la politique française repose sur le fait qu'elle cesse de plus en plus d'être une politique capitaliste nationale, visant à édifier le marché capitaliste mondial, et de mener ainsi une politique mondiale au sens propre du terme, pour devenir de plus en plus une politique militaire purement européenne. En revanche, toute action, toute oscillation, toute hésitation de l'Angleterre est déterminée par la situation en Égypte et en Inde, par ses rapports avec l'Amérique, par les possibilités qui pourraient naître d'une crise en extrême Orient. En l'occurrence, dès cet instant, l'opposition à l'Amérique apparaît – et tout spécialement pour nous – au premier plan. Par suite de son intervention active relativement tardive dans la guerre mondiale, de même qu'en raison de sa richesse incommensurable, les États-Unis bénéficient d'un avantage

⁷ David **Lloyd George** (1863-1945), Premier ministre (Parti libéral) du Royaume-Uni du 07/12/1916 au 22/10/1922. Winston **Churchill** (1874-1975). Il est à l'époque ministre (conservateur) de la guerre dans le gouvernement de Lloyd George. Il est alors violemment anticommuniste et souligne la part des juifs dans le bolchevisme.

actuellement décisif par rapport à l'Angleterre. Cet avantage est encore plus important du fait de la possibilité qui leur est ouverte, mais qui est exclue pour l'Angleterre, de se tenir relativement à distance des conflits politiques européens, et en conséquence de ne pas être financièrement impliqués dans la banqueroute capitaliste de l'Europe. (Attitude à l'égard de la Société des Nations.) L'Angleterre en revanche, si elle veut soutenir sa position de concurrente économique de l'Amérique, doit tôt ou tard positionner sa politique économique sur l'accès aux réserves de matières premières et aux débouchés du marché russes. D'autant plus que le retrait politique de l'Amérique ne s'accompagne pas d'un retrait économique. D'un côté, les États-Unis interviennent depuis peu dans le partage des zones de matières premières (Mésopotamie), de l'autre la crise des débouchés née par suite de leur trop forte devise les contraint également à penser à la Russie comme marché colonial. La multitude des intérêts qui doivent obligatoirement être pris en compte et de leurs divergences contraint de même l'Angleterre à une politique diversifiée et hésitante à l'égard de la Russie.

9. Le but commun de la contre-révolution est la destruction de la Russie Soviétique. Pour cela, les conditions préalables également communes, théoriquement, sont : premièrement la consolidation de l'Europe Centrale, son unification en un bloc contre-révolutionnaire compact, intact et capable d'agir, dirigé contre la Russie, deuxièmement la pacification du Proche-Orient et de l'Asie Centrale, le partage pacifique des zones d'intérêt entre les puissances victorieuses.

10. La question de ce que l'on appelle la « Petite Entente » montre très clairement la distance qui sépare les conditions préalables théoriquement communes de la possibilité d'une action commune. Conçue à l'origine comme une alliance de la Tchécoslovaquie, de la Yougoslavie, et de la Roumanie

dirigée contre la Hongrie et ainsi contre son ancien protecteur la France, la petite Entente a parcouru entretemps toutes les possibilités – mathématiques abstraites – de permutation entre ces États. Le plan de la France de réunir dans une alliance tous les États succédants avec la Pologne a échoué quant à l'opposition entre la Hongrie et ses voisins. Une alliance entre la Pologne, la Roumanie, et la Hongrie (qui ferait suite à l'attitude hésitante de la Roumanie qui ressent la Transylvanie comme peut-être plus menacée par la Hongrie que toute son existence par la Révolution Prolétarienne et la Russie Soviétique) aurait très rapidement pour conséquence une alliance entre la Tchécoslovaquie, la Yougoslavie, et la Bulgarie, et au lieu de s'unir, l'Europe Centrale se trouverait divisée en deux camps hostiles susceptibles de se combattre. Récemment, depuis le traité de Rapallo,⁸ est apparue la combinaison Italie-Yougoslavie-Roumanie qui, si elle doit avoir une valeur pour les Yougoslaves, ne peut être qu'anti-hongroise. Il n'est pas du tout exclu que l'armée Wrangel⁹ qui a été accueillie chaleureusement à Belgrade ne puisse pas être utilisée en territoire occupé contre les zones d'irrégentisme hongrois. D'un autre côté, l'Italie cherche à utiliser pour elle-même la prise de distance tout au moins apparente de la France à l'égard de la Hongrie de Horthy et si, en même temps, on peut ne pas faire que du trafic, le traité de Rapallo et la sécurité que représente la Yougoslavie dans cette relation peuvent facilement devenir caducs. Il est clair que dans cette atmosphère de défiance réciproque – plus que justifiée – avec cette politique plus qu'ambiguë de chacun des États

⁸ Le premier traité de Rapallo signé le 12/11/1920 est un accord par lequel l'Italie et la Yougoslavie établissent les frontières des deux royaumes

⁹ Piotr Nikolaïevitch Wrangel [Пётр Николаевич Врангель] (1878-1928), général russe, commandant des armées blanches du sud pendant la guerre civile. En novembre 1920, son armée est contrainte d'évacuer la Crimée.

concernés, il est impossible que se forme le bloc de la contrerévolution en Europe Centrale. L'instabilité de ces regroupements n'est cependant pas uniquement engendrée par ces causes, mais aussi parce que ces États ne sont que des pièces sur l'échiquier des rivalités politiques des puissances occidentales, de sorte que leurs intérêts vont être défendus ou abandonnés (La France et la Tchécoslovaquie) pour des raisons qui sont totalement étrangères à l'évolution interne des différents pays.

11. Dans ce chaos, il semble que la Pologne soit un point fixe. Néanmoins, à y regarder de plus près, on voit là aussi les mêmes fêlures et déchirures que dans les combinaisons d'États en Europe Centrale. Non seulement pour l'Angleterre, seule une Pologne victorieuse en général entre en ligne de compte, et la Pologne menacée peut aisément être totalement laissée en plan par l'Angleterre, non seulement elle doit entreprendre à ses propres risques et périls toutes ses aventures (Balakhovitch, Petlioura etc.)¹⁰ et comme, à cause de l'incohérence de sa structure interne, à cause de sa situation économique et politique désespérée, elle ne peut pas exister sans de telles aventures, elle devra possiblement très bientôt lutter à nouveau seule contre la Russie. Avec la Lituanie, le combat a déjà éclaté, et c'est clairement pour la Lituanie un combat de vie ou de mort. Après la Lituanie, c'est nécessairement le tour de la Lettonie. Alors, il est certes clairement dans les intérêts de la France d'édifier une barrière solide de ce genre entre la Russie et l'Allemagne. Mais on peut s'interroger sur la manière dont

¹⁰ Stanislav Boulak-**Balakhovitch**, officier russe blanc, il se mit au service des Polonais. Responsable de pogroms en Biélorussie. Symon **Petlioura** [СИМОН ВАСИЛЬОВИЧ ПЕТЛЮРА] (1879-1926), social-démocrate à l'origine, chef du mouvement nationaliste ukrainien, il combattit les bolcheviks et s'allia à la Pologne. Sa responsabilité personnelle dans les nombreux pogroms commis par ses troupes n'est pas clairement établie.

l'Angleterre, qui non seulement est intéressée financièrement à l'« autonomie » des États limitrophes, mais en a aussi besoin pour contrôler la mer baltique, réagirait à cette entreprise concurrente de sa position de monopole sur la Baltique.

12. En l'occurrence, l'absorption des États limitrophes par la Pologne signifie l'anéantissement de tous les espoirs d'une reconstruction du capitalisme allemand. Comme le capitalisme allemand est menacé dans son existence à l'ouest par la France (Ruhr, Sarre) à l'est par la Pologne (Haute-Silésie), sa « guérison » ne peut aller que vers l'est en passant par le Lettonie et la Lituanie. L'ennemi naturel de l'Allemagne contrerévolutionnaire est donc la Pologne, et ce n'est pas un hasard si dans l'armée Lituanienne combattent, non seulement des résidus de l'Armée Rouge, mais aussi d'anciens corps-francs de la Baltique. L'Allemagne pourrait donc d'un côté être en raison de la force de sa bourgeoisie et de son organisation contrerévolutionnaire être le soutien de plus sûr dans la lutte contre la Russie Soviétique, mais elle est malgré cela en raison de son opposition incontournable à la Pologne l'obstacle le plus important à la coalition contrerévolutionnaire de l'Europe centrale.

13. C'est là que se font jour de manière éclatante les oppositions anglo-françaises. Tandis que l'Angleterre est d'accord avec une consolidation contrerévolutionnaire du Reich Allemand qui pourrait, face à la Russie Soviétique, être une arme relativement sûre, peu coûteuse et pour l'essentiel sans danger pour ses intérêts, la France est contrainte de combattre véhémentement toute combinaison de ce genre. Car une Allemagne capitaliste forte ne signifierait pas uniquement un allié puissant dans la lutte contre la Russie, mais surtout l'effondrement de la Pologne impérialiste (Silésie, Dantzig, Poznan, états limitrophes),

puis la restitution des territoires allemands conquis et intégrés à la sphère d'influence française. C'est pourquoi la politique de la France se tourne vers le particularisme, vers la combinaison Allemagne du Sud, Autriche, Hongrie. D'un côté, cette combinaison augmenterait encore le groupe opposé à la Petite Entente (La Tchécoslovaquie, la Yougoslavie et l'Italie seraient menacées par lui), et d'un autre côté, elle est irréalisable sans guerre civile, en raison des fortes aspirations à une Allemagne unitaire dans le prolétariat et dans de larges couches bourgeoises.

14. Les mêmes contradictions se font jour de manière encore plus tranchée dans la question du Proche-Orient. Mais il se produit là un échange de rôles entre la France et l'Angleterre. Tandis qu'en effet la France, après l'effondrement de Venizélos¹¹ et de l'impérialisme grec en Asie Mineure, a la possibilité de s'entendre avec Kemal Pacha¹² et le mouvement national turc, cela est quasiment exclu pour l'Angleterre. L'Angleterre doit – quoi qu'il puisse se passer en Grèce – s'assurer cet allié contre le mouvement musulman, particulièrement s'il surgissait encore des contradictions avec l'Amérique.

15. La question du Proche-Orient n'est pas seulement d'une importance vitale pour l'Angleterre en raison de la menace directe sur la Mésopotamie et l'Arménie, et indirecte sur l'Inde et l'Égypte, mais aussi en raison des territoires pétrolifères du Caucase. La République « socialdémocrate » de Géorgie¹³ en tant qu'État limitrophe et porte d'entrée

¹¹ Elefthérios Kyriákou Venizélos [Ελευθέριος Κυριάκου Βενιζέλος] (1864-1936), homme d'État grec, plusieurs fois premier ministre. Négociateur du traité de Sèvres très favorable à la Grèce, il est néanmoins battu aux élections du 1^{er} novembre 1920.

¹² Mustafa Kemal Pacha (1881-1938), fondateur de la Turquie moderne.

¹³ République démocratique de Géorgie : État indépendant proclamé par les mencheviks le 26/05/1918 et intégré à l'URSS le 25/02/1921.

s'oppose de manière irréconciliable à la porte de sortie russe de la République soviétique d'Azerbaïdjan.¹⁴ Si l'Angleterre ne veut pas renoncer définitivement à l'exploitation de Batoum et Bakou¹⁵ – et cela, elle ne peut pas le vouloir – un conflit armé à cet endroit de la Russie Soviétique avec les avant-postes de l'Angleterre, voire éventuellement avec l'Angleterre elle-même, est tôt ou tard inévitable.

16. Compte tenu de ces circonstances, les chances d'une paix et d'un commerce pacifique entre l'Angleterre et la Russie Soviétique paraissent extrêmement minces ; si cela avait néanmoins lieu, sa durée ne serait certainement pas trop longue, tout particulièrement parce que la reprise du commerce n'est pas seulement, comme pour la Russie, une nécessité économique, mais aussi, en même temps, une nouvelle tactique pour combattre la Révolution prolétarienne. Chaque article industriel qui est introduit en Russie, chaque matière première qui est exportée de Russie ; doit être un objet de lutte sur la question de savoir si cela influera pour ou contre la persistance de la puissance soviétique. Ce ne sont en effet pas les trade-unionistes prisonniers d'illusions pacifistes petites bourgeoises qui s'opposent à la conscience de classe de haut-niveau et à la bonne organisation de la bourgeoisie anglaise, mais des communistes russes avec une conscience de classe également très développée. Le caractère de lutte de classe que présente le commerce doit de ce fait se révéler, et l'Angleterre est alors placée devant la nécessité qu'elle a jusqu'à présent habilement évitée : devoir affronter ouvertement l'Union Soviétique.

¹⁴ République socialiste soviétique d'Azerbaïdjan, fondée le 28/04/1920.

¹⁵ Zones pétrolifères respectivement en Géorgie et Azerbaïdjan.

III.

1. Ce combat décisif qui s'approche trouve – comme on l'a souligné – le prolétariat dans un état d'organisation défectueux. Non seulement il est moins organisé que la contre-révolution (transports de munitions et ses obstacles) mais ses organisations se trouvent dans un état de différenciation, de fermentation, de dissolution, de destruction.

2. Cette différenciation, précisément, montre la force et la santé du mouvement prolétarien. Les tentatives se multiplient dans la bourgeoisie d'un rassemblement international des forces contrerévolutionnaires, et chaque tentative accroît le déclin interne. Dans le prolétariat au contraire, toute scission, toute désagrégation d'une vieille organisation prépare la véritable unité de l'énergie révolutionnaire. Les unités apparentes qui ont défailli à chaque action et qui ont même dissimulé cette défaillance au prolétariat doivent se désagréger.

Les formes intermédiaires dans lesquelles la maturité de la conscience de classe du prolétariat ne s'exprime pas encore pleinement (USPD)¹⁶ se décomposent et ce n'est que de leurs ruines que la poussée révolutionnaire véritablement existante des masses prolétariennes peut édifier sa forme d'organisation capable d'agir.

3. Du putsch de Kapp au mouvement des métallurgistes en Italie, toutes les actions des masses montrent que cette aspiration à la prise du pouvoir y est à l'œuvre et vivace,

¹⁶ *Unabhängige Sozialdemokratische Partei Deutschlands* [Parti social-démocrate indépendant d'Allemagne], parti fondé en 1917 par les pacifistes exclus du SPD. Le parti communiste allemand (Ligue spartakiste) est issu de deux scissions successives de l'USPD, en décembre 1918 et octobre 1920.

même si elle est inconsciente et inorganisée. Ce qui manque, c'est une organisation révolutionnaire, des paroles révolutionnaires, une direction révolutionnaire : à savoir le Parti Communiste.

4. Cette aspiration au pouvoir dans le prolétariat révolutionnaire, à laquelle correspond la lassitude de gouverner et le désir de pouvoir revenir dans l'opposition chez les opportunistes les plus extrêmes contraint les partis du centre à une nouvelle politique à l'échelon international. S'ils ne veulent pas, dans un délai extrêmement court, perdre totalement la confiance des masses, s'ils veulent stopper leur attirance vers Moscou, ils doivent abandonner leur position confortable d'une « opposition marxiste de principe », chercher un programme d'action et viser à réaliser quelques exigences. L'Internationale prévue par Hilferding, Longuet et Cie¹⁷ est la tentative d'égarer encore une fois dans l'opportunisme le mouvement révolutionnaire des masses à laquelle correspond fortement l'émergence d'un mouvement centriste dans une Angleterre pour le moment encore bien peu en crise. C'est pourquoi cette Internationale, bien que son succès temporaire signifierait la ruine définitive des centristes, doit être impitoyablement combattue.

5. Ce combat ne peut être mené que par des partis communistes de masse rigoureusement organisés. La discussion du II^{ème} congrès sur le rôle du parti, sur le

¹⁷ Union des partis socialistes pour l'action internationale (dite Union de Vienne ou **Internationale Deux et demi**) fondée à Vienne le 27 février 1921 par les partis socialistes ayant quitté l'Internationale Socialiste, dont l'USPD en Allemagne, la SFIO en France, l'Independent Labour Party (ILP) en Angleterre.

Rudolf **Hilferding** (1877-1941), homme politique et économiste allemand d'origine autrichienne (théoricien de l'Austro-marxisme). Auteur en 1910 du *Capital Financier*. Jean **Longuet**, (1876-1938), petit-fils de Karl Marx, dirigeant de la SFIO.

parlementarisme, le conseil ouvrier, le syndicat, ont réglé la question de la secte et du Parti de masse.¹⁸ La lutte autour des 21 points va contribuer à achever dans toute l'Europe le processus d'épuration et d'organisation. C'est pourquoi les fermentations dans les partis tchécoslovaque, suisse, italien, et français sont très significatives et réjouissantes comme symptômes de ce processus de guérison.

6. Pour l'Europe centrale, la question du parti centralisé, rigoureusement organisé et unitaire est également pour cela une question vitale de la Révolution, parce que la question spéciale, pour le problème le plus difficile de cette zone, à savoir pour la question des nationalités, seule l'organisation communiste peut trouver une solution. Tant que les différentes nationalités des États succédants et limitrophes et des zones à référendum ne sont pas rassemblées dans une organisation unitaire, des actions vraiment révolutionnaires sont impossibles dans ces pays. Tout mouvement radical va être stigmatisé comme national-bolchevisme, comme irrédentisme, et les masses prolétariennes inéclairées des autres nationalités pourront être envoyées au combat contre lui. En revanche, avec une organisation communiste unitaire, il est aisément possible de prolonger des mouvements « nationaux » de la bourgeoisie, dans une direction social-révolutionnaire, pour autant qu'ils mobilisent des masses de petits-bourgeois et de prolétaires inéclairés. (Comme cela s'est produit par exemple spontanément à Prague.)

¹⁸ Le deuxième congrès de l'Internationale Communiste, tenu à Petrograd du 17 juillet au 7 août 1920 adopte notamment les statuts de l'IC, les 21 conditions d'admission, et des résolutions sur le rôle du PC et le parlementarisme. C'est véritablement le congrès de fondation de l'IC.

Cf: Manifestes, thèses et résolutions des quatre premiers congrès mondiaux de l'Internationale Communiste. Paris, Librairie du travail, 1934. Reprint Maspero, 1969, pp. 35-81.

7. Le juste instinct spontané des masses, quand elles se trouvent en action, doit être, par le Parti Communiste, porté au niveau de la conscience. Quand les partis prolétariens négligent cela, ils transforment des territoires qui pourraient de manière décisive être importants pour le progrès de la révolution en champ de bataille passifs pour la contrerévolution (Tchéquie), pendant que de l'autre côté, maints exemples témoignent qu'il est tout à fait possible de surmonter les oppositions nationales par une propagande communiste ayant des objectifs clairs (Haute-Silésie, Russie subcarpathique.)

8. Mais pour cela, ce sont des actions et pas des résolutions, de véritables unités d'action et pas des semblants d'unité dans le style de l'Internationale des syndicats qui sont nécessaires. Toute action internationale du prolétariat jusqu'ici (Bas les pattes en Russie, Boycoter la Hongrie, les expéditions polonaises de munitions) a échoué du fait soit qu'elle était spontanée et inorganisée, soit pas organisée de façon révolutionnaire.

9. Vu la circonstance que le combat décisif entre la Russie Soviétique et le capitalisme des puissances occidentales n'est repoussé que pour une courte période, tous les partis révolutionnaires prolétariens ont le devoir de tirer les conséquences des défaites subies jusqu'ici par les actions internationales et de préparer la défense énergique de la Russie Soviétique.

10. Quoi que les gouvernements puissent expliquer au sujet de la neutralité, cela est impossible sans un combat des plus âpres contre son propre capitalisme (Cas Erfurt¹⁹ en

¹⁹ Cas **Erfurt** : Lukács fait sans doute allusion à la situation particulière de cette ville pendant le putsch de Kapp, créée par la domination des anarchistes non-violents sur le syndicalisme ouvrier.

Allemagne, Sylvia Pankhurst²⁰ en Angleterre). Cette solidarité résolue de chaque État capitaliste avec tous les ennemis de la Russie Soviétique est favorable à la propagande et à l'organisation révolutionnaire dans la mesure où elle donne au prolétariat un enseignement théorique sur l'existence et la puissance de l'internationale du capitalisme ainsi que sur la nécessité d'une internationale prolétarienne. Toute action, pour autant qu'elle soit une véritable action révolutionnaire, favorise le développement révolutionnaire dans son propre pays.

11. Il faut prêter une attention particulière à ces territoires qui, bien que leur propre évolution, tant au plan économique qu'en ce qui concerne de l'état du mouvement ouvrier, n'en ait pas fait des centres de la Révolution, peuvent devenir des champs de bataille du combat décisif, des points nodaux révolutionnaires (Dantzig, Lituanie, les bassins houillers la Russie subcarpathique). Une unification des partis capables d'action apparaît ici une nécessité pressante.

12. L'organisation presque partout réalisée de gardes blanches ainsi que les enseignements du putsch de Kapp contraignent les partis à une révision de leur tactique en ce qui concerne l'armement du prolétariat et les organisations illégales de combat. Les derniers reliquats du conjurationnisme sectaire doivent être éliminés, et de nouvelles voies doivent être recherchées pour l'armement du prolétariat à côté d'une propagande d'explication la plus large (recommandation du KPD après les élections de Saxe) et d'une activité élargie dans l'armée.



²⁰ Sylvia **Pankhurst** (1882-1960), militante du féminisme et de la Gauche Communiste. Exclue de l'IC en 1921